



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

## **Attractivité - Association Occitanie Europe - Adhésion - Désignation de représentants - Approbation**

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

L'association Occitanie Europe, a été créée afin d'affirmer la place de la Région Occitanie et de ses collectivités adhérentes au sein de l'espace européen et de promouvoir au plan européen l'ensemble des intérêts régionaux. Elle a pour objet de représenter la région Occitanie auprès de l'Union européenne, notamment à travers un bureau de représentation situé à Bruxelles qui a plusieurs vocations :

- optimiser la captation de financements européens liés aux politiques sectorielles de la Commission européenne ;
- contribuer à la promotion des politiques et des actions menées par ses membres auprès des Institutions et organes européens ;
- favoriser une participation des membres au processus décisionnel bruxellois à travers un dialogue constant avec les représentants des institutions et organes européens ;
- assurer une dimension européenne à des projets stratégiques pour le territoire régional et les membres de l'association.

L'association Occitanie Europe regroupe aujourd'hui vingt membres : la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, les Conseils départementaux de l'Ariège, de l'Aude, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, de l'Hérault, du Lot, du Tarn, du Tarn et Garonne, Toulouse Métropole, la Communauté d'Agglomération du SICOVAL, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération d'Alès, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Occitanie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la COMUE Languedoc-Roussillon Universités et l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées.

L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole est justifiée par l'activité menée par la collectivité depuis de nombreuses années au niveau européen. Elle concerne de nombreuses actions portées par la collectivité et financées dans le cadre des fonds structurels européens (FSE, FEDER, FEADER) : BIC de Montpellier, Programmes de luttres contre les inondations (PAPI), mesure agri environnementales...

Par ailleurs des actions font l'objet de réponse à des appels à projets européens, comme par exemple en 2020 :

- la réponse à l'appel à projets Life – outil financier de la commission européenne pour les projets innovants dans le cadre de l'environnement et du climat – avec le projet « Recycled Water for Life » dont l'objectif est de limiter les prélèvements d'eau douce naturelle en rendant viable un projet de réutilisation d'eaux usées traitées (REUT). Ce projet est lauréat de la 1<sup>ère</sup> étape de sélection ;
- le projet MH2 Montpellier Horizon Hydrogène. Il consiste en la production d'hydrogène à partir d'énergie photovoltaïque, en vue d'alimenter des bus de nouvelle génération. Ce projet a été déposé à l'appel à projets CEF (Connecting Europe Facility – Mécanisme d'interconnexion en Europe) Transport Blending Facility.

Au vu de l'accroissement de l'activité de la collectivité dans le domaine des relations européennes et de la mobilisation des financements pour conduire des projets innovants et diffuser nos compétences, il devient nécessaire qu'elle s'entoure de toutes les compétences requises.

Pour répondre à ces multiples enjeux, les services rendus par l'équipe « Occitanie Europe » se structurent autour de quatre axes :

- une diffusion de l'information sur les appels à projet et possibilité d'aides financières pour nos projets ;
- une interaction avec les institutions européennes et les acteurs du processus décisionnel bruxellois ;
- un accompagnement ciblé ;
- la promotion et la visibilité des politiques que nous conduisons.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole adhérer à Occitanie Europe c'est :

- accéder aux réseaux européen développés par l'antenne à Bruxelles, notamment en rencontrant les différents membres ;
- rencontrer des partenaires européens, associer, mutualiser les diverses compétences en vue de réponses communes aux appels à projets européens ;
- bénéficier de l'expertise technique de la Commission et des réseaux, faire du lobbying.

La cotisation annuelle pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 20 000 € par an.

Il est par ailleurs proposé de désigner deux personnes, un titulaire et un suppléant, élus ou techniciens, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'association.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Monsieur le Président met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Monsieur le Président propose les candidatures de Madame Clare HART en qualité de titulaire et Monsieur Frédéric LAFFORGUE en tant que suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Occitanie Europe ;
- d'acquitter le montant de la cotisation annuelle s'élevant à 20 000 € ;
- de dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- de désigner Madame Clare HART en qualité de titulaire et Monsieur Frédéric LAFFORGUE en tant que suppléant pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole, au sein de l'association et les autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-147073-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- statut Occitanie Europe
- services rendus Occitanie Europe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.